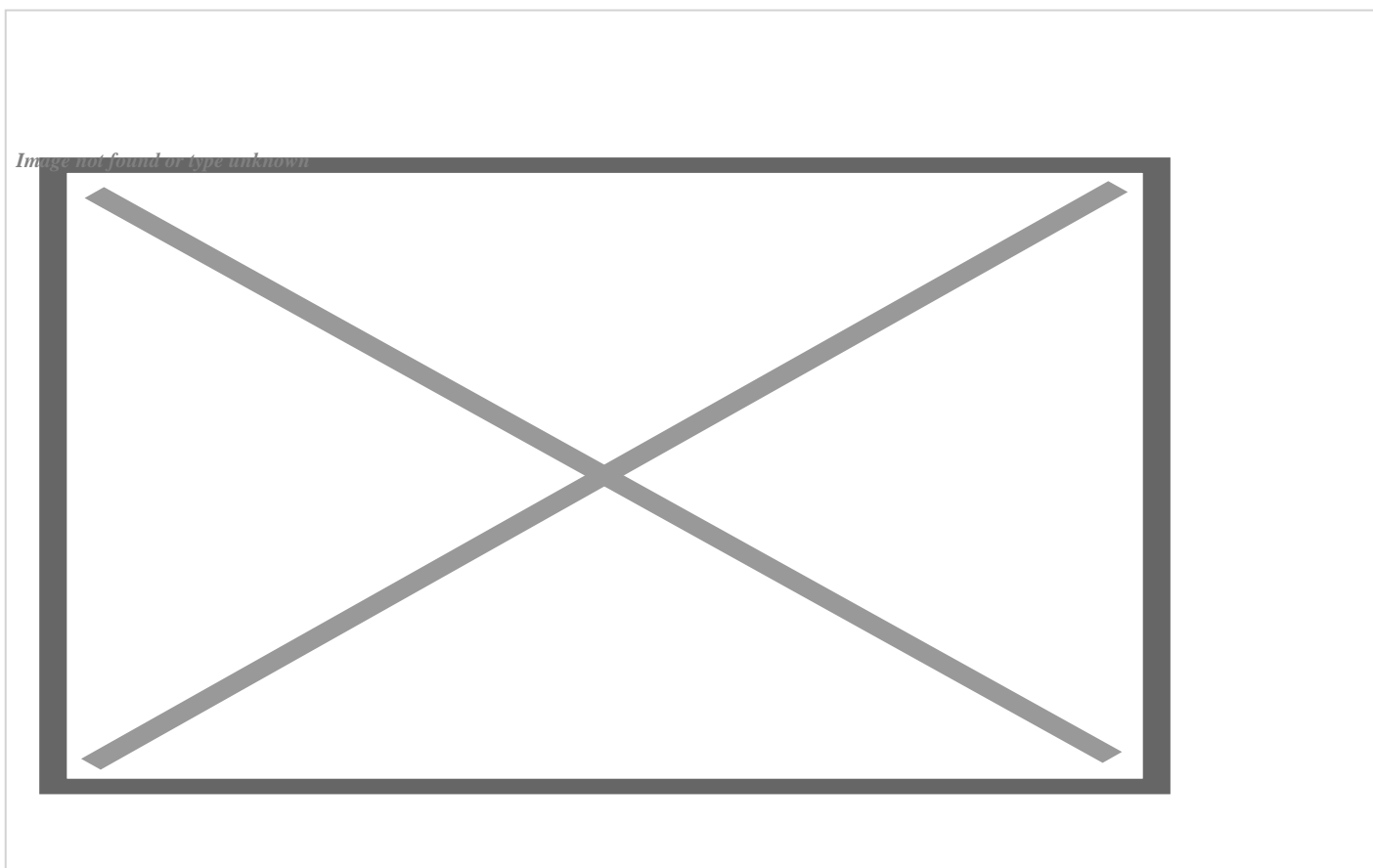


Le Pérou toujours pris dans une crise politique et sociale



Par María Josefina Arce.

L'actualité au Pérou fait encore de nos jours couler beaucoup d'encre. Une fois encore, des milliers de personnes ont manifesté pacifiquement ce week-end dans les rues de Lima, la capitale, et une fois encore, elles ont été violemment chargées par la police, à coup de bâtons et de gaz lacrymogènes.

Des organisations paysannes, civiles et étudiantes ont exigé la démission de la présidente désignée, Dina Boluarte, la dissolution du Congrès, des élections anticipées et la convocation d'une Assemblée constituante.

Environ 80 barrages routiers restent actifs, concentrés dans les zones du sud de la nation andine, où se sont déroulées les manifestations les plus intenses depuis décembre dernier.

Mais les demandes populaires sont restées sans réponse. Face à cette nouvelle marche, le gouvernement a prolongé la durée de l'état d'urgence, qu'il a étendu à sept régions du Pérou, portant ainsi atteinte aux droits constitutionnels.

Le Congrès, qui n'a qu'un taux d'approbation de 7%, n'a pas réussi à trouver un consensus pour avancer les élections générales. Chaque banc veut imposer sa propre version, en fonction de son propre agenda et de ses intérêts politiques.

En outre, la possibilité d'une Assemblée constituante est devenue une pomme de discorde. L'option a été de bloquer le débat jusqu'au mois d'août prochain, fermant pour l'instant une voie qui permettrait de mettre fin à la crise politique et sociale que connaît le pays.

Cette mesure a été prise après que la commission parlementaire de la Constitution a refusé de débattre d'une proposition de Dina Boluarte visant à organiser les élections présidentielles et législatives en octobre de cette année, au motif qu'elle avait déjà fait l'objet de plusieurs débats.

Par conséquent, 2026 reste la date des élections.

Une autre alternative serait que Boluarte démissionne de la présidence, à laquelle elle a accédé après la destitution et l'arrestation illégales, le 7 décembre, du président péruvien Pedro Castillo, démocratiquement élu.

Cela signifierait que, conformément à la Constitution, le président du Congrès, José Williams, prendrait le contrôle du pays et convoquerait des élections générales dans un avenir immédiat.

Cependant, malgré la forte demande de la rue, Boluarte a répété à plusieurs reprises qu'elle ne démissionnerait pas et affirmé que l'avancement des élections était entre les mains de l'organe législatif.

Pendant ce temps, les Péruviens continuent de descendre dans la rue et sont réprimés par les forces de l'ordre, ce qui a déjà fait près de 70 morts et de nombreux blessés.

Tout semble indiquer que la situation au Pérou restera au centre de l'attention publique dans un avenir proche.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/312957-le-perou-toujours-pris-dans-une-crise-politique-et-sociale>



Radio Habana Cuba